

Surveillez vos biens, les no borders passent à l'attaque pour les squatter

écrit par Christine Tasin | 9 novembre 2016



Calais : huit No Borders en garde à vue après une tentative de squat

Huit militants de l'association No Border ont été interpellés et placés en garde à vue le 27 mars après avoir squatté durant quelques heures un bâtiment situé dans le centre-ville de Calais, a-t-on appris auprès de la préfecture du Pas-de-Calais.

«Huit “No border” ont été arrêtés et ont été placés en garde à vue. Ils avaient occupé en fin de matinée un squat qui a été refermé dans l'après-midi», a indiqué la préfecture. «Sur la base de dégradations dans le bâtiment, les forces de l'ordre ont procédé à des contrôles d'identité et sont intervenues», selon la même source, précisant qu'aucun migrant n'était présent dans le bâtiment occupé.

Selon un correspondant de l'AFP présent sur place, les militants “No Border”, des radicaux de l'ultra-gauche prônant l'abolition des frontières et particulièrement actifs dans la «Jungle» de Calais située à environ une heure du centre-ville, se sont introduits et barricadés à l'intérieur de cette habitation d'environ 500 m², appartenant à un particulier.

Deux compagnies de CRS sont intervenues

Lire aussi



[Calais : relaxe de deux](#)

[pro-migrants jugés pour incendie volontaire dans la «Jungle»](#)

Vers 14h45, deux compagnies de CRS sont intervenues et ont enfoncé la porte de l'habitation à coups de bélier. Les interpellations, qui ont concerné des hommes et des femmes âgés de 18 à 25 ans environ, sont intervenues dans un calme relatif, d'après la même source.

«Il y a eu beaucoup de dégradations à l'intérieur», a déclaré Philippe Mignonet adjoint au maire de Calais, en charge de la sécurité. «C'est Mme Bouchart [le maire Les Républicains de Calais] qui est intervenue directement auprès du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve pour lui demander l'intervention immédiate des forces de l'ordre, pour qu'il n'y ait pas de squat à Calais», a-t-il ajouté.

Vers 18h30, une trentaine de militants pro-migrants étaient toujours présents à proximité du bâtiment qui a été brièvement squatté, sous le regard de nombreux CRS. L'Etat a terminé à la mi-mars le démantèlement de la partie sud du bidonville de Calais, une zone comptant de 800 à 1 000 migrants selon la préfecture, 3 450 selon les associations.

<https://francais.rt.com/france/18084-calais-huit-no-border>